





Les journées de la
coopération UE - Liban

Ressources naturelles



Les journées de la coopération UE - Liban

Ressources naturelles



2011-
2013

Développer les capacités d'évaluation nationale et de surveillance pour une gestion intégrée des écosystèmes environnementaux et côtiers

€ 500 000

INCAM project contributes to increase Lebanon's capacity in areas of important environmental concerns based on a regional approach that assess the anthropological impacts on natural resources. As a bottom-up project, INCAM will first support the collection of existing research data to assess the status of natural resources and identify knowledge gaps in environmental assessment capacities, especially in the intensively developed Lebanese coastal zones. A detailed action plan will be developed to strengthen institutional capacities of the Lebanese National Council for Scientific Research (CNRS) and convert it into a national and regional research centre of excellence. Further on, the project will enhance EU- Regional cooperation and networking. Special attention is given to training and dissemination of information and results. The project duration will be 24 months. The leading organization is CNRS-Lebanon and the other two partners are the Mediterranean Agronomic Institute of Bari (IAM-B), Italy and Institut de Recherche pour le Développement (IRD) from Toulouse, France.

More information is available on <http://www.incam-cnrs.eu/>

2011-
2015

Soutien aux réformes – Gouvernance environnementale

€ 8 000 000

L'objectif général de ce programme est d'améliorer la performance environnementale du secteur public libanais à travers la réforme de la gouvernance environnementale. L'objectif spécifique est de favoriser une action efficace, notamment au sein du Ministère de l'Environnement, pour la planification et l'exécution de la politique environnementale, ainsi que son application et son intégration, fruit d'une coordination avec les principaux ministères.

Les résultats escomptés relèvent de quatre niveaux complémentaires : le niveau légal, administratif, financier et technique.

1. L'inspection et la mise en application environnementales seront renforcées à travers: l'identification des faiblesses du système actuel, la rédaction de nouvelles procédures d'inspection et de mise en application, la formation des acteurs clés et l'obtention du contrôle environnemental requis, en plus de l'équipement informatique et de l'aide pertinente durant la première phase de la mise en œuvre des nouvelles procédures.
2. L'amélioration de la capacité administrative du Ministère de l'Environnement se fera à travers l'établissement de départements régionaux affiliés au Ministère de l'Environnement et à travers le développement d'un mandat de travail, de procédures et de modalités de coopération annexes avec les différents gouvernorats, en plus du développement du système de gestion des affaires au Ministère de l'Environnement.
3. Les outils fiscaux environnementaux seront élaborés et présentés au Conseil des Ministres par le Ministère de l'Environnement et ce, grâce à l'identification des instruments convenables (y compris, entre autres, les Mécanismes de Développement Propre, le Fonds d'Investissement Climatique, etc.) et grâce au développement d'un plan d'action prioritaire pour l'introduction de ces instruments dans le procédé législatif.
4. La politique environnementale sera renforcée à travers la mise à jour du plan d'action environnemental national, le lancement de l'intégration des politiques environnementales (qui auront un impact direct sur la gestion durable des terrains, la protection de la qualité de l'air, la gestion des déchets solides, etc.), et la dotation de l'Unité interministérielle de coordination sur le changement climatique d'un plan d'action en matière d'atténuation et d'adaptation.

Le projet s'étalera sur 48 mois et sera mis en œuvre par la Présidence du Conseil des Ministres sous le contrôle du Ministère de l'Environnement.



2010-
2014

Soutien au développement agricole et rural (ARDP)

€ 14 000 000

L'objectif général de l'ARDP (Soutien au Développement Agricole et Rural) est d'améliorer la performance globale du secteur agricole, afin d'aboutir à une sécurité alimentaire durable et d'améliorer les moyens d'existence des communautés rurales et fermières. Les objectifs spécifiques du programme sont: le renforcement des capacités des institutions nationales, pour aboutir à une vision cohérente du développement rural et pour une meilleure application des orientations agricoles stratégiques; le soutien et la capacitation des acteurs ruraux locaux (agriculteurs et coopératives) en améliorant leur accès aux crédits et aux infrastructures.

Les résultats escomptés sont les suivants :

- Le développement de la capacité du Ministère de l'Agriculture aux niveaux institutionnel et politique. Ceci appelle à mettre en œuvre le plan stratégique du Ministère, réviser les cadres légal et réglementaire, compléter un recensement thématique pour améliorer la prise de décision et l'adoption de politiques, adopter des budgets basés sur la performance et améliorer la surveillance, l'évaluation et la coordination. Le programme vise aussi à améliorer les capacités organisationnelles du Ministère et, par conséquent, à améliorer la qualité des produits agricoles. Ceci passe donc par le soutien des services de vulgarisation agricole, le contrôle de qualité (amélioration des installations de quarantaine et des laboratoires) et l'amélioration de la communication, de la plateforme des Technologies de l'Information et des systèmes de gestion de données du Ministère.
- Un meilleur accès aux crédits ruraux : ceci favorisera le développement économique des agriculteurs et des coopératives agricoles à travers un accès plus facile aux crédits et aux services d'informations. Pour ce faire, il est nécessaire d'élargir la portée des systèmes de garanties agricoles accordées par Kalafat et de mener des études étroitement liées au secteur des crédits.
- Le développement supplémentaire de l'infrastructure rurale : la construction de lacs moyens sur les collines sera favorisée, et les agriculteurs et les coopératives seront soutenus dans la gestion des réseaux d'irrigation et l'utilisation adéquate des systèmes modernes d'irrigation. Le programme agira aussi au sein de la fondation de l'Association des Utilisateurs d'Eau pour gérer l'infrastructure et lier les associations aux systèmes de crédit.
- La sylviculture et la remise en état des pépinières forestières lancée par le Ministère de l'Agriculture sont aussi concernées par ce projet. Le programme cherchera à améliorer les capacités de gestion de terrains et œuvrera de concert avec les municipalités et les coopératives en vue du reboisement.

Le projet s'étendra sur 48 mois et sera mis en œuvre par le Ministère de l'Agriculture.

2009

Remise en état du canal de nahr al-bared

€ 755 000

Le canal d'irrigation de Nahr al-Bared draine l'eau depuis le barrage de Nahr al-Bared et s'étend sur près de 13 km. Il assure l'irrigation des terrains agricoles dans les villages qui entourent le camp de Nahr al-Bared (Mhamra, Bebnine, Wadi al-Jamous, Borj al-Arab, Al-Amara, Qobbet-Shamra et Deir Dalloum-Zouk Almouquashrin). Ce canal dessert aussi la plaine du Akkar, entre la région d'Al-Abdé et le fleuve d'Arka, et constitue le principal système de drainage de l'eau de pluie. L'objectif principal est de remettre en état le canal d'irrigation de Nahr al-Bared, qui est la principale source d'irrigation des terres agricoles de Minieh et du Akkar. Un autre objectif important est le nettoyage du canal des eaux des égouts et des ordures amorties par les résidents des régions susmentionnées.

Les journées de la coopération UE - Liban

Ressources naturelles

Ce projet est mis en œuvre par la Société des Eaux du Nord. La population bénéficiant directement ou indirectement de la remise en état du canal est estimée à 35 000 personnes environ.

This project is implemented by the North Water Establishment. The total population benefiting directly or indirectly from the rehabilitation of the canal is estimated at around 35 000.

LT

Vers des technologies pour des énergies propres et des solutions environnementales innovantes

€ 1 500 000

L'objectif général de ce programme consiste à promouvoir des technologies d'énergies propres et respectueuses de l'environnement et à faciliter la coopération technologique. L'objectif spécifique est d'une part, de contribuer à l'amélioration de l'utilisation des technologies vertes et renouvelables au Liban (à travers des projets pilotes) et d'autre part, de développer des politiques et des cadres législatifs et réglementaires, renforcer les capacités d'acteurs-clés au niveau public administratif et sensibiliser et informer le public sur les énergies renouvelables.

Les résultats attendus sont la promotion du développement et de l'utilisation des technologies de l'énergie propre, des sources d'énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique, des politiques de conservation et de développement de l'énergie, des cadres et informations législatifs et réglementaires encourageant le développement d'énergies propres et renouvelables. Le projet comprend la construction d'un digesteur de biogaz (le méthane de la biomasse pour produire de l'énergie) connecté à une installation de tri et de compostage de déchets solides (SWMF) construite par l'OMSAR à Baalbek, 10 sessions de formation données aux employés de l'installation sur les cycles du biogaz, l'entretien et le mode d'opération de l'installation de production de biogaz (BPF), l'élaboration d'un manuel M et O pour cette installation, l'établissement d'un réseau électrique pour la BPF et la SWMF, l'isolation de la structure des bâtiments de série à Baalbek, l'établissement d'un système de collecte de l'eau de pluie et un système de panneaux solaires.

Le projet durera 36 mois et sera mis en œuvre par l'ONG italienne COSV.

DG
Environnement

Horizon 2020

€ 100 000 000

L'Initiative Horizon 2020" vise à dépolluer la mer méditerranée d'ici l'an 2020 en s'attaquant aux sources de pollution qui représentent 80% de la pollution de cette mer, à savoir: les déchets municipaux, les eaux usées urbaines et la pollution industrielle. Horizon 2020 fut approuvée au cours de la Conférence Ministérielle pour l'Environnement, tenue au Caire en Novembre 2006 et est aujourd'hui l'une des initiatives principales soutenues par l'Union pour la Méditerranée durant son sommet à Paris en 2008. La feuille de route 2007-2013 adoptée par les ministres au Caire se concentre sur :

- L'identification de projets qui réduiraient les sources de pollution les plus importantes.
- L'identification de mesures de renforcement des capacités afin d'aider les pays voisins à créer des administrations nationales de l'environnement capables de développer et de surveiller l'application des lois environnementales.
- L'utilisation du budget de recherche de l'UE pour développer et partager les connaissances des thèmes environnementaux relatifs à la Méditerranée.
- Développer les indicateurs visant à surveiller le succès d'Horizon 2020.

Afin d'appliquer et de surveiller ces actions, trois groupes de travail furent créés pour veiller :

- A l'investissement pour la Réduction de la Pollution
- Au Renforcement de Capacités pour accomplir les objectifs H2020
- A la Revue, la Surveillance et la Recherche



ALLEMAGNE

2000 -
2013

La Commission Européenne finance actuellement un projet pour chacun de ces volets, outre ceux provenant d'autres sources.

Pour plus d'informations, vous pouvez consulter : www.h2020.net

Soutien à l'ACSAD pour appliquer l'UNCCD dans les pays de la ligue arabe

€ 1 000 000

Le soutien accordé à l'ACSAD (le Centre Arabe pour l'Étude des Zones Arides et Terres Sèches) pour appliquer la convention des Nations Unies de lutte Contre la Désertification (UNCCD) est un projet régional instauré au sein des pays de la Ligue Arabe, avec une concentration particulière sur la Syrie, la Jordanie et le Liban.

L'objectif de ce projet est d'améliorer la gamme de services offerts par l'ACSAD en tant que fournisseur de services régional, afin de soutenir les pays membres en matière de gestion des ressources naturelles. Une attention particulière est accordée au développement de concepts qui résoudraient les problèmes dus à la désertification et au changement climatique dans les zones arides, ainsi qu'à la protection à long terme de la population pauvre en améliorant les moyens d'exploitation de l'environnement. Ces moyens sont testés comme projets pilotes dans des zones déterminées pour disséminer ensuite les approches réussies. Dans cette perspective, l'ACSAD joue le rôle de disséminateur et de leader. Cette promotion comprend les services de consultation, la formation et la mise à niveau, ainsi que l'application des mesures-pilotes.

Dans le cadre de la lutte contre la désertification, la collaboration entre le Ministère libanais de l'Agriculture et la GIZ a abouti à :

- La gestion des risques d'inondation
- La surveillance des sécheresses
- L'agriculture de conservation

Coordonnées:

Kassem Jouni

T/F : +961-(0)1-849644

E: kassem.jouni@giz.de

I : www.codanet.net

Fonds environnemental pour le liban (FEL)

€ 8 500 000

La guerre de 2006 au Liban a grandement affaibli l'économie du pays et a causé de graves dommages environnementaux, notamment au Sud Liban. En 2007, des affrontements violents au camp de Nahr el-Bared entre des réfugiés palestiniens et l'armée libanaise ont empiré la situation économique, surtout au Nord du pays, augmentant ainsi les pressions environnementales sur les écosystèmes naturels libanais. Le FEL répond à cette situation environnementale difficile qui a causé un ralentissement économique et a limité le développement du secteur privé.

Pourtant, au niveau national plus large, ces dernières années, la gestion environnementale s'est développée au Liban. Se basant sur des stratégies et des plans nationaux, en particulier la Deuxième Communication Nationale à la CCNUCC et le rapport sur l'état de l'environnement au Liban, deux priorités environnementales nationales ont été incluses dans la stratégie du FEL et sont devenues une partie intégrante de l'intervention du FEL ; ce sont les adaptations aux changements climatiques et à la gestion des eaux usées industrielles.

Les journées de la coopération UE - Liban

Ressources naturelles

Objectifs du projet: Le FEL vise, en coordination avec le Ministère de l'Environnement et le Conseil pour le Développement et la Reconstruction, à « réduire les risques environnementaux et l'impact économique de la guerre de 2006 au Liban et des conflits internes du Liban-Nord ». Les objectifs seront atteints à travers :

1. L'établissement d'un système transparent et participatif pour gérer le FEL en respectant les priorités et plans nationaux.
2. Le soutien économique offert pour les initiatives environnementales novatrices ayant des avantages environnementaux et économiques clairs.
3. La formation nécessaire offerte et la satisfaction des autres besoins de renforcement de capacités relatifs aux activités financées en vue d'un effet multiplicateur.

Résultats accomplis: Mesures visant à diminuer les risques environnementaux résultant directement ou indirectement de la guerre de juillet 2006:

- 171 hectares de terrains couverts d'agriculture respectueux de la nature;
- 137,000 plants plantés ou distribués pour être plantés;
- 50,900 hectares dans des écosystèmes de terre ou de mer sous conservation améliorée;

Interventions environnementales dotées d'un potentiel de génération de revenus relatifs à l'adaptation aux changements climatiques au Liban-Nord

- 1764 hectares de zones protégées au Nord Liban adoptent des méthodes biologiques de lutte contre les ravageurs et promeuvent l'écotourisme pour la gestion des écosystèmes.
- 200 hectares de terres agricoles adoptent l'irrigation goutte à goutte et des méthodes biologiques de lutte contre les ravageurs pour les arbres fruitiers.

Réduction de la pollution due aux eaux usées industrielles en adoptant des mesures de protection plus propres dans les entreprises privées du Kesrouan et du bassin du Litani.

6 entreprises industrielles dans les secteurs des pâtes et papiers, aliments et boissons, produits métalliques et du textile respectent les Valeurs Environnementales Limites du Ministère de l'Environnement quant à leur décharge dans le système des égouts en adhérant aux standards requis pour les paramètres suivants : Demande Chimique d'Oxygène (DCO), Demande Biochimique d'Oxygène (DBO), matières en suspension, pH, métaux lourds, huiles, graisse...

Application du plan de développement de capacités:

- Document de politique et plan d'action sur la gestion des eaux usées industrielles au Liban
- Évaluation technique de 13 entreprises afin de déterminer la faisabilité technique et financière de la réduction de la pollution environnementale.
- Assistance technique aux entreprises industrielles au Liban pour déterminer les mesures de réduction de la pollution

Coordonnées:

Lamia Mansour

(Chef d'Equipe)

c/o CDR, Tallet El Serail, Beirut, Lebanon

Tel: +961 1 981931. Fax: +961 1 981252/3

Courriel: lmansour@cdr.gov.lb

Site Web: www.efl.cdr.gov.lb



2012

Arcenciel

€ 7 299



GRÈCE

2010 -
2013

Renforcer la surveillance environnementale des ressources au liban

€ 1 200 000

Études environnementales des zones côtières libanaises et fourniture d'équipements pour mesurer la qualité de l'air. Le don de la Grèce de 1 200 000 Euros a été alloué au PNUE en décembre 2007. Son application a commencé en décembre 2010 ; il sera complété en juin 2013. Le PNUE – Bahrain est chargé de la mise en œuvre de ce projet, en coopération avec le Ministère libanais de l'Environnement et le PNUD au Liban. Ce projet comprend les composantes suivantes :

Objectifs du projet

- Améliorer la compréhension, la gestion et la surveillance dans les zones côtières.
- Développer une stratégie d'utilisation des terres sur les zones côtières libanaises dans le but de promouvoir les opportunités socioéconomiques.
- Appliquer un système de mesure de la qualité de l'air pour améliorer la compréhension de la situation actuelle et déterminer les stratégies de réduction de la pollution.

Réalisations a ce jour : Complétion de certaines parties du projet

Coordonnées– (site web ou courriel)

Dr. Fouad Abousamra

Coordonnateur Régional, PNUE

fouad.abousamra@unep.org



ITALIE

Agriculture, développement rural

€ 7 532 285

Contrôle de la qualité et commercialisation des aliments (Subvention de € 2 000 000)

Mis en œuvre par: la FAO

Ce projet vise à améliorer les conditions de vie des communautés agricoles à travers la promotion de la sécurité alimentaire. Il vise aussi à renforcer la compétitivité des produits agricoles aux niveaux local, national et international. Une attention particulière sera accordée à l'amélioration de l'accès des petits propriétaires aux crédits agricoles subventionnés, ainsi qu'au renforcement des capacités d'inspection et la surveillance du Ministère de l'Agriculture.

Développement social et économique de la population rurale du sud-liban (subvention de € 796 885)

Mis en œuvre par: CTM NGO

L'objectif général de cette initiative est de contribuer au développement de la population rurale du Sud-Liban à travers l'amélioration des conditions sociales et économiques de la communauté rurale de la région de Tyr. Le projet prévoit une intervention à double niveau : a) encourager une approche participative à travers le soutien et le renforcement du Groupe d'Action Local de Tyr (GAL TYROS) et b) renforcer l'Observatoire des Femmes dans les Régions Agricoles et Rurales (NOWARA) au niveau national afin de lutter contre la discrimination dans le secteur rural.

Les journées de la coopération UE - Liban

Ressources naturelles

Projet d'autonomisation des communautés et d'amélioration des moyens d'existence (Subvention de € 2, 430,000 en deux parties)

Mis en œuvre par: l'ONUDI

Le but de ce projet est de soutenir et promouvoir les moyens d'existence et la reprise économique au Liban-Sud, Liban-Nord et dans la vallée de la Békaa afin de créer des emplois et de contribuer à la réduction de la pauvreté dans le pays. Dans cette perspective, les axes d'intervention du projet sont les suivants :

- a. Fournir l'assistance et les apports techniques pour revitaliser les installations agroalimentaires affectées par les conflits, surtout les PME.
- b. Soutenir le renforcement des moyens d'existence dans les zones rurales à travers le transfert de technologies et la promotion d'activités non-agricoles génératrices de revenus.

Soutien aux communautés de pêcheurs du port de Naqoura (Subvention de € 130,000)

Mis en œuvre par: Gestion directe

Ce projet vise à améliorer la pêche dans le port de Naqoura. 70 pêcheurs avec 18 petites embarcations bénéficieront d'opportunités de formation et recevront des outils et équipements modernes pour la pêche.

Atteindre les standards européens pour la conformité de la qualité de la production de pommes de terre au Liban (Subvention de € 400,000)

Mis en œuvre par: le Gouvernement Libanais

Le projet vise à améliorer la quantité et la qualité de la production de pommes de terre au Liban afin d'adhérer aux standards d'exportation de l'UE.

Programme national pour l'amélioration de la qualité de l'huile d'olive et les actions contre la diffusion des drupes à Phytoplasmes (Subvention de € 1, 775,400)

Ce projet qui assure un fonds au gouvernement libanais, vise à soutenir le programme national pour l'amélioration de la qualité de l'huile d'olive au Liban en adoptant des actions contre la diffusion de drupes (arbres fruitiers) à phytoplasme, une maladie largement disséminée qui menace la culture des amandes dans plusieurs régions du Liban. Cette initiative, gérée directement par le Ministère de l'Agriculture, se base sur deux piliers consistant d'interventions directes dans deux grands domaines de la production, essentiels pour le développement de l'agriculture dans ce pays. Il convient de signaler que des experts italiens et libanais, travaillant dans le cadre de ce projet, ont pu découvrir le premier vecteur de la maladie, ce qui ouvre la voie à son élimination totale.

Environnement

€ 9 860 000

Programme de surveillance marine et environnementale (Subvention de 2.300.000)

Mis en œuvre par: le Gouvernement Libanais

L'objectif général de ce projet est de renforcer les capacités du Centre National de la Recherche Scientifique dans le domaine de la recherche marine. Ce projet a été lancé le 2 avril 2012 grâce au don d'un vaisseau équipé de systèmes modernes pour les sondages et l'analyse des données (à titre d'exemple, des relevés bathymétriques, des évaluations hydrogéologiques et hydro-biologiques, l'étude de la productivité primaire et secondaire des eaux côtières...). De telles actions de surveillance



sont cruciales pour les études de la pollution marine et renforcent donc les capacités du Ministère de l'Environnement en vue d'élaborer des cadres cohérents et appropriés.

Gestion intégrée des déchets dans le caza de baalbek (subvention de 2.500.000)

Mis en œuvre par: le Gouvernement Libanais

L'objectif principal de ce projet est la contribution au renforcement du Ministère de l'Environnement sur le plan de la gestion des territoires, ainsi que sur le plan de la livraison des services de base, en consolidant les capacités technique et de gestion du personnel du ministère. En particulier, cette intervention prévoit l'adoption d'une stratégie de gestion intégrée des déchets urbains solides avec l'application d'un projet pilote dans la région de Baalbek : la construction et la mise en opération de la première cellule d'un site d'enfouissement sanitaire.

Élargissement et renforcement du système d'irrigation de la plaine de baalbek (subvention de 890.000)

Mis en œuvre par: Gestion directe

Cette action est la seconde phase du programme dit «de réhabilitation du périmètre d'irrigation de Baalbek». Le projet permet d'élaborer des données complètes sur la plaine d'irrigation de Baalbek, dont les problèmes et les potentiels existants. Les activités prévoient le drainage et la restauration d'environ 20 km de canaux d'irrigation permettant l'adoption des techniques d'irrigation modernes et l'optimisation de l'utilisation de ressources d'eau.

Carte de la nappe phréatique du liban (subvention de 1, 800,000)

Mis en œuvre par: le PNUD Liban

La collecte et l'analyse des ressources d'eau commenceront par une analyse complète de la qualité et la quantité des ressources d'eaux souterraines au Liban. L'objectif principal est de mettre à jour une carte des nappes phréatiques du Liban, comprenant les éléments hydrogéologiques primaires et les systèmes d'écoulement d'eau, ainsi que le potentiel et les caractéristiques des couches aquifères. Cette base de données sera un élément essentiel et un outil stratégique pour le développement des politiques et stratégies de gestion durable de ressources d'eau, et pourra être élargie plus tard pour comprendre les données sur toutes les ressources d'eau disponibles, y compris les eaux de surface.

Atténuation du changement climatique– énergies renouvelables (subvention de 1, 000,000)

Mis en œuvre par: Gestion directe

Ce projet vise à renforcer les services d'atténuation et de lutte contre le changement climatique à travers des interventions ayant pour but d'encourager et d'encourager l'utilisation de systèmes solaires thermiques appropriés pour réduire, voire éliminer, le besoin d'énergie électrique nécessaire à la production de l'eau chaude sanitaire. L'assistance technique qui sera accordée dans le cadre de ce projet prévoit le développement et le renforcement des capacités de réponse du Ministère de l'Environnement aux besoins énergétiques et environnementaux de tout le pays. L'initiative vise aussi à installer, dans de bâtiments publics, plus de 900 panneaux solaires pour chauffer de l'eau à utilisation sanitaire desservant plus de 5000 habitants. Ce projet devrait atteindre des résultats immédiats en termes de réduction de la demande sur l'énergie et de diminution des émissions de CO2.

Les journées de la coopération UE - Liban

Ressources naturelles

Soutien aux politiques nationales relatives à la prévention des incendies forestiers: fourniture d'équipement et formation (subvention de 950,000)

Mis en œuvre par: le gouvernement Libanais

Ce projet, auquel participe la Défense Civile italienne (Protezione Civile), contribue à la définition d'une stratégie gouvernementale pour combattre et atténuer les risques d'incendies forestiers à travers le renforcement des capacités opérationnelles de la Défense Civile Libanaise (DCL).

Cette initiative prévoit la mise à niveau des équipements de la DCL et la livraison de 8 camions de pompiers modernes pour une réponse rapide en cas d'urgence.

Prévention des risques et gestion de la réserve des cèdres du chouf (subvention de 150,000)

Mis en œuvre par: gestion directe

Ce projet concerne la plus grande réserve de cèdres au Liban, qui accueille plus de 68 000 visiteurs chaque année. Depuis le début de l'intervention, le nombre de visiteurs a augmenté de 40% et, par conséquent, les ventes de produits locaux ont augmenté (+40%), renforçant de la sorte la solidité financière de la réserve. Parmi les atouts acquis et mentionnés durant l'événement, on peut citer une nouvelle maison (park house) sur la réserve, un package sur Google Earth (<http://www.shoufcedar.com>) qui offre une description complète des caractéristiques de la réserve, de nouveaux chemins qui permettent aux personnes souffrant de handicap physique de jouir de la réserve, ainsi qu'un système de prédiction et de prévention des incendies forestiers, créé en collaboration avec le Département Italien de la Défense Civile.

Actions pour la prévention des incendies forestiers et ruraux dans les cazas de kesrouan et de jbeil (subvention de 70, 000)

Mis en œuvre par: gestion directe

Cette action soutient la prévention des incendies forestiers et ruraux en adoptant le protocole suivi par la Défense Civile Libanaise. Les activités prévues dans le cadre du projet se concentrent sur l'établissement d'un comité d'urgence pour les risques d'incendies locaux, les actions de prévention de feux de champs et le développement d'un protocole opérationnel. De plus, des brochures pour sensibiliser la population aux risques d'incendies et un manuel de directives seront distribués.

L'eau, source de coexistence sur la plaine de marjayoun: l'amélioration de la gestion des canaux d'irrigation (subvention de 150, 000)

Mis en œuvre par: l'ONG AVSI

Cette action soutient le développement rural de la plaine de Marjayoun à travers l'amélioration de l'utilisation des ressources d'eau dans l'irrigation et l'assistance à la coopérative Dadara pour renforcer les capacités techniques et opérationnelles.



ROYAUME-
UNI

Budget du programme bilatéral – établissements alimentaires recyclant les nutriments (FERN)

€ 11 000

Le FERN (Food Establishments Recycling Nutrients) travaille avec les restaurants au Liban pour trier les déchets, composter les matières organiques et en éloigner la plus grande quantité possible des sites d'enfouissement sanitaire. Ce projet favorise les meilleures pratiques environnementales, met en relief l'esprit d'entrepreneuriat social en tant que nouvelle technique visant à influencer un changement, et encourage les gens à prendre des initiatives actives et de faire partie de la solution au lieu de rester passifs. Le travail de FERN est un exemple parfait de cet esprit puisqu'il offre une solution locale à un défi social, économique et environnemental (et apolitique) global. En effet, environ un tiers de la production alimentaire mondiale est gaspillée ou perdue annuellement.



2013 -
2016

FRANCE

DAMAN II

€ 500 000

Le projet Daman I s'est déroulé en 2008-2010 avec une subvention de 652.000 euros. Il avait trois objectifs complémentaires : améliorer les outils de production des coopératives oléicoles ; améliorer les revenus des oléiculteurs, leur permettant ainsi de compenser leurs pertes suite à la guerre de 2006 ; et contribuer à la sécurité des troupes de la FINUL, par une meilleure coopération des populations.

Il a été mené en partenariat avec le Ministère de l'Agriculture, les municipalités, des ONG (IECD, ICU) et des coopératives agricoles. D'un point de vue économique, le projet a permis d'augmenter la qualité (et donc potentiellement le prix de vente) de l'huile d'olive. Il a donné aussi la possibilité d'augmenter la conservation de l'huile, permettant de la vendre à un moment où l'offre est moins importante, donc à un meilleur prix. Le projet a aussi contribué à renforcer l'assiette des coopératives agricoles et améliorer leur gestion. D'un point de vue environnemental, le procédé technique introduit minimise la pollution et la consommation d'eau.

La phase II du projet DAMAN, lancée début 2013, étend l'action à 8 coopératives du Sud Liban et vise à encourager davantage l'organisation de filières oléicoles. Il s'agit d'apporter un appui différencié aux coopératives par le financement de nouvelles plantations et de nouveaux équipements (presses et autres équipements techniques de malaxage, stockage, transport), par un appui institutionnel et technique aux coopératives, mais également aux autres acteurs impliqués dans le projet, tout en respectant la stratégie sectorielle du ministère. Le projet s'étendra de 2013 à 2016.

Le projet fait l'objet d'une subvention de 500 000 euros.

2008 -
2013

Coopération dans le domaine de la santé vétérinaire

La France et le Liban développent une coopération institutionnelle avec les services vétérinaires libanais par un échange d'expertise et de renforcement de capacités. Le but est de renforcer les capacités institutionnelles du Ministère de l'Agriculture en matière de santé publique (contrôle des maladies animales, inspection sanitaire des produits) pour la protection de la santé des consommateurs et la sécurisation de la production animale et de l'industrie alimentaire.

La coopération inclut la fourniture de quelques bourses d'études pour des inspecteurs vétérinaires, à l'École Nationale des Services Vétérinaires de Lyon et des formations de court terme au Liban et en France.

www.tresor.economie.gouv.fr/se/liban/

Les journées de la coopération UE - Liban

Ressources naturelles



ESPAGNE

2009-
2012

Renforcement des capacités du système de contrôle contre les incendies de forêts au Liban

€ 2 500 000

L'objectif de ce projet mis en œuvre par l'entreprise publique espagnole TRAGSA en collaboration avec le ministère de l'Intérieur est le renforcement des capacités des pompiers et de leur formation au travail en milieu forestier, ainsi que leur formation à la prévention des incendies de forêts. Ce projet vise également à développer la préparation technologique et la capacité de gestion de la Salle des Opérations et de Contrôle des Incendies et à fournir une assistance technique et un soutien au gouvernement libanais en matière d'évaluation des solutions techniques appropriées visant à lutter contre les incendies de forêts, notamment pour ce qui est de la prévention de ces incendies.

- L'objectif global de ce projet est de renforcer les capacités humaines, technologiques et institutionnelles de contrôle contre les incendies de forêt au Liban. Les activités principales de ce projet sont:
 - Des suivis effectués par deux groupes spécialisés en matière d'incendies de forêt (taskforce), d'extinction et de prévention
 - Des dons d'outils de base (Extinction et Prévention)
 - Des Cours de formation destinés aux brigades d'hélicoptères (taskforce). Formation en cascade dans le cadre de la prévention
 - Une mise en exergue du programme de Libancarto
 - L'Élaboration d'un Plan de Prévention contre les Incendies au Liban
 - L'Élaboration et la publication de manuels sur la sécurité concernant l'interface entre les espaces naturels et les espaces urbains
 - Un processus participatif avec la population locale concernant les mesures de sécurité à appliquer dans l'interface entre les espaces naturels et les espaces urbains

